

# François Hollande et la délicate reconquête du vote enseignant

LE MONDE | 07.09.2016 à 06h45 • Mis à jour le 07.09.2016 à 11h17 | Par Mattea Battaglia

Désenchantement, déception, désillusion... En cette dernière rentrée du quinquennat Hollande, placée sous le sceau d'un « nouveau collègue » auquel la communauté éducative se résigne plus qu'elle n'adhère, le bilan scolaire dont la gauche s'enorgueillit fait [grincer](#) des dents plus d'un enseignant. 60 000 postes créés ? « Priorité au primaire » tenue ? « Refondation de l'école » achevée ? Les slogans de campagne de [François Hollande](#), qui avaient su [convaincre](#) dès le premier tour en 2012 un peu plus de 4 professeurs sur 10, suscitent aujourd'hui chez beaucoup d'entre eux, au mieux, de la réserve.

« *Un fossé s'est creusé...* », a lâché Frédérique Rolet, secrétaire générale du SNES-FSU, lors de sa traditionnelle conférence de presse de rentrée. L'occasion pour ce syndicat, majoritaire dans les collèges et lycées, d'appeler une nouvelle fois (la sixième en un an) à la mobilisation contre la [réforme du collège](#), jeudi 8 septembre. « *Plus les attentes sont fortes, plus le risque de déception est élevé* », fait [valoir](#) M<sup>me</sup> Rolet, pour qui le gouvernement, « *en empilant les réformes* », « *en centrant son discours sur les problèmes de l'école plutôt que sur ce qu'elle sait [faire](#) de bien, les défis qu'elle relève au quotidien* », a pris le risque de se [mettre](#) à dos une frange de cet électorat qui lui est pourtant historiquement acquis. Un électorat « *brinquebalé d'annonce en annonce alors qu'il a besoin de constance, de dialogue, de sérénité* », souligne Christian Chevalier, secrétaire général du Syndicat des enseignants de l'UNSA (SE-UNSA), dit « réformiste ».

## « Un sentiment de gâchis »

Ce n'est pas la pluie de mesures sécuritaires déployées dans les établissements face à la menace terroriste, ni la promesse d'une réforme du lycée avancée, à la surprise de tous, par François Hollande à l'occasion de son déplacement de rentrée le 1<sup>er</sup> septembre à [Orléans](#), qui pourront [ramener](#) le calme. Et [inscrire](#) les enseignants dans le « *temps long de l'école* », un temps en décalage avec celui de la communication [politique](#).

Des « années Sarkozy », les profs n'ont pourtant oublié ni le ton (« *L'instituteur ne pourra jamais [remplacer](#) le curé ou le pasteur* », avait assuré l'ancien président en 2007) ni la « purge » des 80 000 postes supprimés en cinq ans. Que la gauche ait rétabli une dynamique, une écoute, un élan, tous – ou presque – le reconnaissent. Un budget aussi : l'un des seuls qui ne soit pas à l'économie. Et pourtant, « *un sentiment de gâchis, de malaise s'est installé* », affirme Laurent Escure, de l'UNSA Education. Pas du jour au lendemain : « *Cela fait vingt ans que la profession est en souffrance, en mal de reconnaissance. Ce ressenti-là ne disparaît pas d'un claquement de doigts.* » Ni du seul fait d'un « coup de pouce » salarial – 800 euros de prime annuelle en plus pour les instituteurs –, consenti en fin de mandat.

Le « baromètre des métiers » que l'UNSA Education a rendu public avant l'été a mis des chiffres sur ce désamour : seuls 26 % des 25 500 personnels sondés (relevant très majoritairement de l'éducation) approuvent les choix politiques faits dans leur secteur d'activité. « *La tendance est au frémissement* », veut [croire](#) M. Escure : ce ratio n'atteignait que 25 % en 2015, 21 % en 2014. Mais ce qui frappe le syndicaliste, c'est que « *les enseignants, comparativement aux autres métiers, sont les moins en accord avec l'action gouvernementale* ».

## Divorce en partie consommé

A [regarder](#) les [enquêtes](#) d'opinion, le divorce est déjà consommé avec certains. Parmi les enseignants qui ont donné leur voix à François Hollande en 2012, moins de la moitié (42 %) revoterait pour lui en 2017 s'il était candidat, avance Luc Rouban, auteur d'une note que le [Centre](#) de recherches politiques de [Sciences](#) Po (Cevipof) a, en juin, consacré au vote des fonctionnaires. « *La déception est forte, même s'il faut [opérer](#) des distinctions entre catégories d'enseignants*, précise le chercheur. *Ceux du primaire conservent, plus que ceux du secondaire ou du supérieur, un ancrage marqué du côté de la gauche contestataire.* »

Une autre note consacrée par le centre de recherches, en juillet, aux « *décrocheurs du vote Hollande* » a souligné qu'un cinquième des 5,5 millions de fonctionnaires pourrait se [laisser tenter](#) par le discours des Républicains ou du [Front national](#). « *Le locataire de l'Élysée, même s'il a fait de l'éducation l'un des chantiers prioritaires de son quinquennat, n'a pas réussi à [empêcher](#) la désaffection des enseignants sur sa candidature* », y écrit Martial Foucault, directeur du Cevipof. Et ce alors même que François Hollande n'a encore rien dit, officiellement, de ses intentions.

Une réforme, plus qu'une autre, est-elle en cause ? Celle du collège et celle des [rythmes scolaires](#) ont occulté toutes les autres. Les [débats](#) sur la [loi travail](#) ou sur la déchéance de la nationalité, s'ils ont retenti par-delà les grilles de l'école, ont heurté de plein fouet ceux à qui la société confie la mission d'éduquer. Le chef de l'État savait, lui, avant même d'être élu, qu'il serait jugé sur une autre promesse : celle des 60 000 créations de postes dont 54 000 concernent l'éducation ; 42 300 sont budgétées à ce jour. Absorbés par la hausse démographique, investis dans la création d'une [formation](#) que la droite avait sacrifiée, ces emplois n'ont pas bouleversé – pas autant qu'espéré – les [conditions de travail](#). La taille des classes ne se réduit pas, font valoir les professeurs, qui en font leur priorité.

## Un choc frontal évité

Les huit mois qui s'annoncent avant l'échéance présidentielle peuvent-ils [suffire](#) à [relancer](#) la lune de miel ? Les observateurs de l'école n'excluent pas que le salut de la gauche puisse aussi venir... de la droite. « *L'offre programmatique portée par Sarkozy, Le Maire, Fillon..., mêlant logique libérale et ton autoritaire, rompt avec le modèle défendu par les enseignants*, observe Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'IFOP. *Cela peut [contribuer](#) à [redorer](#) le bilan de Hollande.* »

« *Que les professeurs aient décroché du PS c'est certain, mais cela ne veut pas non plus [dire](#) qu'ils voteront à droite* », renchérit Laurent Frajerman. Pour cet historien, spécialiste du syndicalisme enseignant, la gauche et ses trois ministres de

l'éducation – Vincent Peillon, Benoît Hamon, Najat Vallaud-Belkacem – n'ont pas réussi à [associer](#) les personnels à leurs réformes. Mais ils ont tout de même su [éviter](#) « le choc frontal » subi sous Claude Allègre (1997-2000), avec son emblématique « il faut [dégraisser](#) le mammoth ».

« Si un candidat crédible à gauche émergeait, le vote utile pourrait encore fonctionner », estime M. Frajerman. Un « vote de protection » plus qu'un « vote de conviction » chez des enseignants lassés des coups de balancier reçus à chaque [alternance politique](#).

Peu de spécialistes de l'école croient vraiment à la tentation du FN. Mais le risque de l'abstention, lui, est pris très au sérieux. Voire d'une « *sur-abstention* », conclut M. Dabi, *comme en 2002, quand les enseignants avaient fait [payer](#) à Lionel Jospin les années Allègre* ».

- **Mattea**  
Journaliste au Monde

Battaglia